Quel est le rôle de l'Etat dans la régulation économique ?

1ère RÉGLEMENTATION

Monopoles

L'ensemble du marché n'est pas parfait. C'est dit dans Internet au travers de 3 fonctions :

- Allocation des ressources : Le marché ne peut pas produire des biens essentiels, comme l'éducation, les infrastructures ou la défense, car ils sont **non-rentables** (biens publics). L'Etat intervient et les fournissent directement ou en les subventionnant.
- Redistribution : Le marché crée des **inégalités importantes** (actuellement sujet à la **stabilité sociale** et **économique**). L'Etat redistribue les ressources via des **impôts, des transfert sociaux** ou des programmes d'aides pour réduire les inégalités et garantir une meilleure justice sociale.
- Régulation : Les marchés sont instables (croissance excessive, récessions). L'Etat stabilise l'économie grâce à des **politiques économiques**. Il agit également les acteurs, comme les monopoles ou les crises financières, pour préserver l'équilibre économique.

LIBRE

Dans l'intervention de l'Etat, des secteurs vitaux servent négligés les inégalités sociétales et l'économie serait bien plus instable.

JOYEUX BORDEL

BUT

L'Etat est un acteur majeur de la croissance économique.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

DEFINITION : La croissance économique correspond à l'augmentation de la production de biens et de services d'un pays sur une période donnée. Elle est mesurée par le variation du PIB.

Moyens :

- **Investissements publics** : L'Etat finance des projets d'infrastructures essentielles (les routes, les réseaux électriques ou les hôpitaux). Ces investissements renforcent la productivité des entreprises et améliorent la qualité de vie.
- **Education et formation** : En finançant l'accès à une éducation de qualité, l'Etat développe le capital humain, c'est-à-dire les compétences et la productivité de la main-d'œuvre. Cela crée des travailleurs mieux formés attire les investissements privés et favorise l'innovation.
- **Recherche et innovation** : L'Etat encouragé l'innovation en investissant dans la recherche fondamentale et appliquée, souvent trop risquée ou coûteuse pour le marché seul. Ces avancées technologiques soutiennent la croissance à long terme.

THEORIE

La réalité

DÉSÉQUILIBRES

DEFINITION : L'inflation désigne une augmentation généralisée et durable des prix des biens et services dans une économie.

ORIGINE

- **Demande excédentaire** : Une forte consommation ou un investissement excessif pousse les prix à la hausse.

- **Coût de production élevé** : L'augmentation des coûts des matières premières ou des salaires peut provoquer une "inflation par les coûts".
- **Excès de monnaie** : Selon **Milton Friedman**, l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire" causée par une expansion excessive de la masse monétaire.

INFLATION %

CONSÉQUENCES

- **L'érosion du pouvoir d'achat** : Les ménages voient leurs revenus réels diminuer.
- **Incertitude économique** : Les entreprises hésitent à investir face à l'instabilité des prix.
- **Inégalités accrues** : Les ménages à revenu fixe (salariés, retraités) subissent des pertes, tandis que les rentiers (ceux qui possèdent des actifs réel/foncier) sont relativement épargnés.

DEFINITION : La stagflation est définie comme une situation où une part significative de la population active fait face à deux problèmes :

- **Chômage frictionnel** : Transitoire, correspondant au temps nécessaire pour trouver un nouvel emploi.
- **Chômage conjoncturel** : Résulte des fluctuations économiques à court terme (récessions, crises). Keynes soutient que ce type de chômage peut être réduit par des politiques de relance.
- **Chômage structurel** : Lié à des problèmes fondamentaux du marché du travail (évolution technologique, inadéquation des compétences, rigidités institutionnelles).

CONSÉQUENCES

- **Sur les ménages** : Perte de revenu, risque de pauvreté, baisse de la consommation.
- **Sur l'économie globale** : Baisse de la demande intérieure, augmentation des importations, ralentissement de la croissance.
- **Sur la société** : Exclusion sociale, tensions politiques et sociales.

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

OBJECTIF : Les politiques économiques visent à assurer le bon fonctionnement et la stabilité des économies.

POURQUOI PAS PLUS ?

- **Inflation excessive : un frein à la croissance**
- **Deflation : un danger souvent sous-estimé**

Stabilité des prix

L'objectif est de maintenir l'inflation à un niveau modéré et stable, en général autour de 2%.

POURQUOI PAS PLUS ?

- **La plein emploi est crucial**
- **Défis liés au plein emploi**

Plein emploi

Keynes a démontré que l'économie peut atteindre un équilibre à un niveau inférieur au plein emploi.

POURQUOI PAS PLUS ?

Croissance économique

Les politiques monétaires et budgétaires sont fondamentales pour améliorer le niveau de vie des populations et assurer la pérennité des systèmes économiques.

- **Augmentation de la production et des revenus** : Une force de travail qualifiée et des revenus élevés stimulent la demande, l'offre et l'innovation. Cela crée un cercle vertueux de croissance, d'emploi et de revenus accrus.
- **Stabilité des prix et des taux** : Maîtriser le chômage signifie moins de dépenses sociales (allocations) et plus de recettes fiscales.
- **Chômage structurel** : Problème de long terme lié à l'évolution technologique ou aux inadéquations entre compétences et besoins du marché.
- **Chômage frictionnel** : Transitoire, il est inévitable dans une économie dynamique.

- **Impact sur les ménages** : Perte de pouvoir d'achat, incertitude économique.
- **Impact sur les entreprises** : Incertitudes pour les investissements et réduction de la compétitivité internationale.

Une banque prolongée des prix peut sembler favorable aux consommateurs, mais elle entraîne une spirale négative : report des achats, baisse de la demande, faillites, licenciements, et contraction économique.

- **Augmentation de la production et des revenus** : Une force de travail qualifiée et des revenus élevés stimulent la demande, l'offre et l'innovation. Cela crée un cercle vertueux de croissance, d'emploi et de revenus accrus.
- **Stabilité des prix et des taux** : Maîtriser le chômage signifie moins de dépenses sociales (allocations) et plus de recettes fiscales.
- **Chômage structurel** : Problème de long terme lié à l'évolution technologique ou aux inadéquations entre compétences et besoins du marché.
- **Chômage frictionnel** : Transitoire, il est inévitable dans une économie dynamique.

- **Création d'emplois** : Une économie en croissance absorbe une plus grande partie de la main-d'œuvre.
- **Augmentation des revenus** : Une production accrue génère plus de richesse, permettant des salaires plus élevés.
- **Investissement public** : Une économie en expansion produit des recettes fiscales supplémentaires, permettant d'investir dans les infrastructures, le social et l'éducation.

3

POLITIQUE STRUCTURELLE

1. **Améliorer la compétitivité :**
   - La compétitivité d'une économie dépend de sa capacité à produire des biens et services moins chers, plus rapides, tout en répondant à la demande internationale.
2. **Réduire le chômage structurel :**
   - Le chômage structurel résulte d'un déséquilibre entre l'offre et la demande de travail, souvent dû à des changements technologiques ou sectoriels.
   - Les politiques structurelles visent à réformer le marché du travail pour le rendre plus flexible et à améliorer la compétitivité des travailleurs au travers de l'éducation.
3. **Renforcer le potentiel de croissance :**
   - Contrairement aux politiques conjoncturelles qui stimulent la demande, les politiques structurelles ciblent l'offre pour augmenter la capacité de production à long terme.
   - Cela inclut l'amélioration du capital humain, des infrastructures, et des institutions.

1. **Réformes du marché du travail**

Flexibilisation des contrats :
- Simplification des contrats de travail pour encouragner les entreprises à embaucher.

Formation professionnelle et requalification :
- Adapter les compétences des travailleurs aux exigences du marché du travail modernes.

Inclusion des jeunes et des seniors :
- Les différents souvent également ciblées des groupes spécifiques, tels que les jeunes (via des contrats d'apprentissage) ou les seniors (via des incitations à prolonger l'activité).

2. **Investissements dans l'éducation et la recherche**

Les politiques structurelles ciblent des investissements à long terme, comme démontré par **Robert Lucas** et **Paul Romer**, qui mettent aux fondaments de la croissance endogène.

Éducation :
- Améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement, du l'école primaire à l'université.
- Adapter les mégabits éducatives pour maximiser le potentiel de chaque individu.

Recherche et développement (R&D) :
- Soutenir l'innovation par des incitations fiscales, des subventions, ou des partenariats public-privé.

3. **Développement des infrastructures**

Des infrastructures modernes et efficaces sont essentielles pour soutenir la productivité et faciliter les échanges économiques.

Transports :
- Moderniser les réseaux ferroviaires, routiers, et portuaires pour réduire les coûts logistiques.

Énergie :
- Développer des réseaux énergétiques durables, en accord avec les objectifs de transition écologique.

Numérique :
- Accélérer la transition numérique par le déploiement de réseaux Internet à haut débit, notamment dans les zones rurales.

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

1. **Stimuler la demande globale**
   - L'objectif de stimuler la demande globale vise à relancer l'activité économique en cas de récession ou de stagnation économique. L'Etat intervient pour compenser l'insuffisance de la consommation des ménages, de l'investissement des entreprises ou des exportations. Cette stimulation peut se faire par des dépenses publiques ou en réduisant les impôts. Elle vise à pour stimuler l'activité économique et réduire le chômage.
2. **Freiner une surchauffe économique**
   - Lorsque l'économie surchauffe, elle risque une inflation élevée. L'objectif est de réduire la pression sur la demande globale afin de stabiliser les prix et éviter la surchauffe. Pendant des récessions des prix et déséquilibres extérieurs). Cela peut impliquer une réduction des dépenses publiques, d'une augmentation des impôts pour ralentir l'économie.

1. **Les dépenses publiques**

L'Etat injecte de fonds directement dans l'économie à travers ses dépenses publiques. Cela peut prendre plusieurs formes :

- **Investissements en infrastructures** : Construction de routes, ports, hôpitaux ou écoles. **Subventions** : Aides aux entreprises ou secteurs en difficultés pour préserver les emplois. **Financement des services publics** : Éducation, santé, sécurité sociale.

Ces dépenses ont un **effet multiplicateur** sur l'économie, concept théorisé par Keynes. Par exemple, un investissement public peut stimuler l'activité économique supérieur à le montant initial, car il stimule l'emploi, le revenu et la consommation.

2. **La fiscalité**

L'Etat agit aussi sur la fiscalité pour influencer les comportements économiques :

- **Impôts directs** : Modulation des taux sur le revenu ou les bénéfices des entreprises. Par exemple, une baisse d'impôts sur les ménages à faible revenu augmentera leur pouvoir d'achat, ce qui relance la consommation.
- **Impôts indirects** : Réduction de la TVA ou des taxes sur les carburants pour stimuler la consommation.

Une réduction des impôts stimule la consommation et l'investissement, tandis qu'une augmentation des taxes peut limiter une surchauffe.

LIMITES

1. **Efficacité de l'effet multiplicateur**
   - L'efficacité de l'effet multiplicateur est un sujet d'évaluation crucial. Selon des économistes comme **Robert Barro** (approche néoclassique) soutiennent que cet effet est limité, car les ménages anticipent souvent une augmentation future des impôts pour financer ces dépenses.
2. **Soutenabilité de la dette publique**
   - Les critiques de la politique budgétaire soulignent que des dépenses publiques excessives peuvent conduire à une accumulation insoutenable de la dette publique.

Politiques Conjoncturelles

POLITIQUE MONÉTAIRE

ECB EUROPEAN CENTRAL BANK

1. **Stabiliser les prix**
   - L'objectif principal est de maintenir l'inflation dans une fourchette autour de 2 %.
   - Une inflation excessive réduit le pouvoir d'achat et engendre de l'incertitude économique, ce qui affaiblit l'envie à consommer et l'investissement.
2. **Contrôler l'inflation**
   - Les banques centrales ciblent la hausse la stabilité économique en offrant un cadre prévisible pour les entreprises et les ménages.
3. **Soutenir la croissance économique et l'emploi**
   - Bien que leur mandat principal soit souvent la stabilité, la politique monétaire peut soutenir la croissance et réduire le chômage.

1. **Les taux d'intérêt**

Le BCE ajuste ses **taux directeurs**, qui servent de référence pour les taux appliqués par les banques commerciales.

Mécanisme :
- Une hausse des taux rend les emprunts moins coûteux, incitant les entreprises et les ménages à investir et consommer davantage.
- Une hausse des taux freine l'activité économique en rendant l'argent plus cher, ralentissant d'investir dans les infrastructures, le social et l'éducation.

2. **Les opérations sur le marché monétaire**

La BCE intervient sur les marchés financiers pour contrôler la **liquidité bancaire**. Elle achète ou vend des titres financiers (souvent des obligations) pour :

Injecter de la liquidité :
- En période de récession, les banques centrales achètent des titres financiers pour injecter de l'argent frais dans l'économie, stimulant les prêts.

Ponction de la liquidité :
- En période de surchauffe, elles vendent ces titres pour retirer la monnaie excédentaire.

Rôle des réserves obligatoires :
- Les banques centrales imposent également aux banques de réserves obligatoires, c'est-à-dire la part des dépôts que les banques commerciales doivent conserver. Un taux plus bas libère davantage de fonds pour les prêts.

3. **Quantitative Easing (QE)**

Le **Quantitative Easing** (assouplissement quantitatif) est une stratégie adoptée par la BCE lorsque les taux d'intérêt sont proches de zéro et qu'une stimulation supplémentaire est nécessaire.

Principe :
- La banque centrale achète massivement des actifs financiers (obligations souveraines, obligations d'entreprises) pour injecter de l'argent dans le système économique.
- Cela réduit les taux d'intérêt à long terme, encourageant les investissements privés et la consommation.